

Cote du document: EB 2010/101/R.36/Rev.1  
Point de l'ordre du jour: 14 e) v)  
Date: 15 décembre 2010  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## Rapport du Président

### Proposition de prêt et de don à la République arabe syrienne pour le

### Projet de développement intégré de l'élevage

#### Note pour les représentants au Conseil d'administration

##### Responsables:

##### Questions techniques:

**Abdelhamid Abdouli**  
Chargé de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2248  
courriel: [a.abdouli@ifad.org](mailto:a.abdouli@ifad.org)

##### Transmission des documents:

**Liam F. Chicca**  
Fonctionnaire responsable des  
organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2462  
courriel: [l.chicca@ifad.org](mailto:l.chicca@ifad.org)

Conseil d'administration — Cent unième session  
Rome, 14-16 décembre 2010

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

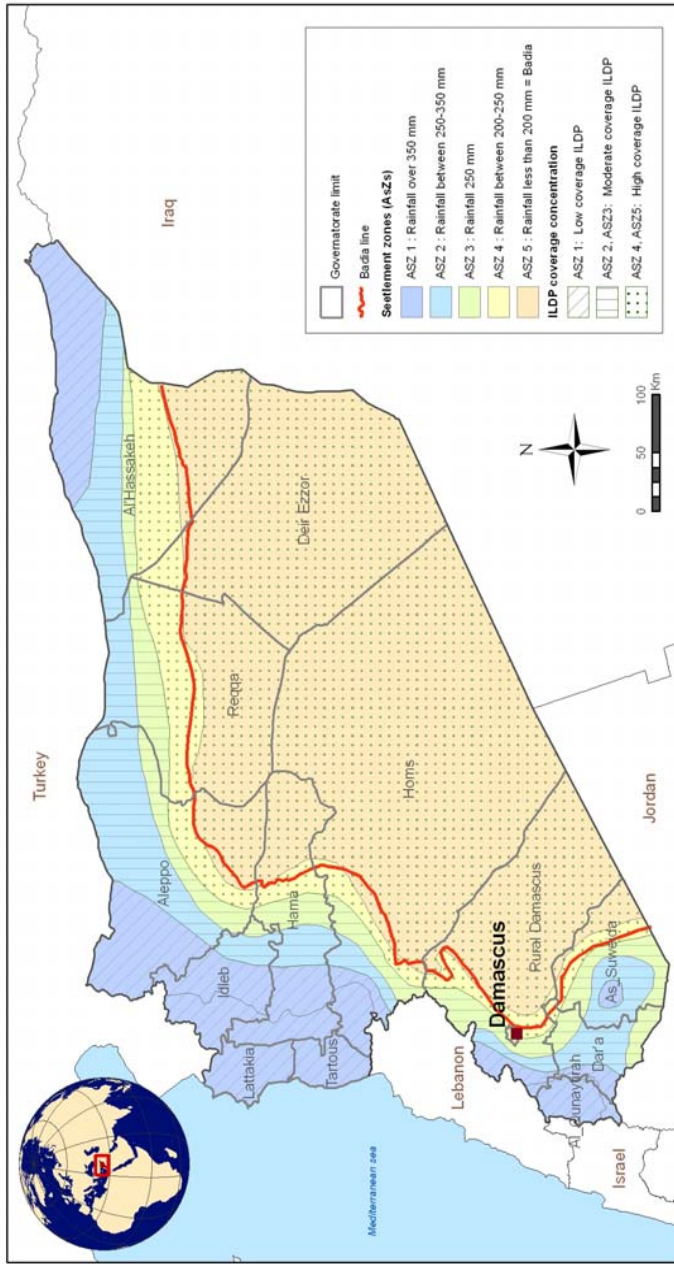
<b>Sigles et acronymes</b>	<b>i</b>
<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>ii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iii</b>
<b>Recommandation pour approbation</b>	<b>1</b>
<b>I. Le projet</b>	<b>1</b>
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	4
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	6
<b>II. Instruments juridiques et autorité</b>	<b>6</b>
<b>III. Recommandation</b>	<b>6</b>
<b>Annexe</b>	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	7
<b>Appendices</b>	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

## Sigles et acronymes

AFD            Agence française de développement

# Carte de la zone du projet

**Syrian Arab Republic**  
 Integrated Livestock Development Project (ILDP)  
 Nation-wide project



23-2-2010

**Source:** FIDA  
 Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites ou aux autorités de tutelle des territoires

## République arabe syrienne

### Projet de développement intégré de l'élevage

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	République arabe syrienne
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'agriculture et de la réforme agraire
<b>Coût total du projet:</b>	73,13 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	17,40 millions de DTS (équivalant approximativement à 27,33 millions d'USD)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	425 000 DTS (équivalant approximativement à 659 000 USD)
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	20 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, avec un taux d'intérêt correspondant à la moitié du taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle
<b>Cofinanceur:</b>	Agence française de développement
<b>Montant du cofinancement:</b>	27 millions d'USD
<b>Condition du cofinancement :</b>	Prêt
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	16,37 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	1,76 million d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République arabe syrienne pour le Projet de développement intégré de l'élevage, telle qu'elle figure au paragraphe 36.

## Proposition de prêt et de don à la République arabe syrienne pour le Projet de développement intégré de l'élevage

### I. Le projet

#### A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. L'élevage est la principale source de revenus pour les populations rurales pauvres de la République arabe syrienne. Le potentiel important du secteur de l'élevage est toutefois limité par plusieurs facteurs externes, parmi lesquels les fluctuations du marché international, l'offre et la demande locales, les conditions climatiques, la productivité animale, le coût des aliments et l'insuffisance du développement de produits à valeur ajoutée. Des gains substantiels de productivité, de production et de revenus pourraient être obtenus dans les principaux segments de la filière, en particulier dans ceux de la production, de la collecte, de la transformation et de la commercialisation.

#### B. Financement proposé

##### Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République arabe syrienne un prêt d'un montant de 17,40 millions de DTS (équivalant approximativement à 27,33 millions d'USD), à des conditions intermédiaires, et un don d'un montant de 425 000 DTS (équivalant approximativement à 659 000 USD), pour contribuer au financement du Projet de développement intégré de l'élevage. Le prêt aura une durée de 20 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, avec un taux d'intérêt correspondant à la moitié du taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle.

##### Systeme d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour la République arabe syrienne au titre du SAFP est de 28 346 775 USD sur les trois ans du cycle 2010-2012.

##### Corrélation avec les critères du cadre national de dépenses à moyen terme

4. Les engagements à moyen terme en République arabe syrienne sont en parfaite adéquation avec le cadre national de dépenses à moyen terme, tel que défini dans le dixième plan quinquennal en vigueur. Le projet constitue une priorité absolue dans les plans d'investissement nationaux. Les versements annuels consacrés aux prêts et aux dons sont alignés sur le budget de l'État.

##### Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

5. Les réformes économiques et financières étant en bonne voie, la République arabe syrienne a réduit son niveau d'endettement extérieur, s'agissant tant du volume que du service de la dette. À la fin de l'année 2009, le montant total de la dette extérieure s'élevait à 7,0 milliards d'USD et les réserves brutes à 17,0 milliards d'USD, le déficit de la balance courante, qui représentait 4,5% du PIB, restait gérable. Le montant total annuel moyen des décaissements au titre de tous les projets en cours d'exécution dans le pays est égal, en moyenne, à

2,5 millions de DTS. Le gouvernement a toujours remboursé les prêts du FIDA d'une manière très satisfaisante.

#### **Flux de fonds**

6. Les montants du prêt et du don du FIDA seront acheminés sur le compte du projet par le biais de deux comptes ouverts expressément pour recevoir les avances: un compte de prêt et un compte de don.

#### **Modalités de supervision**

7. Le FIDA supervisera directement le projet en procédant à des examens semestriels, conformément aux directives du FIDA en matière de supervision directe. Des missions d'appui à la mise en œuvre du projet seront réalisées pour résoudre les problèmes, le cas échéant.

#### **Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA**

8. Aucune dérogation n'est prévue.

#### **Gouvernance**

9. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) appel à un cabinet d'audit indépendant et strict respect des directives du FIDA en matière de vérification des comptes; et ii) prestation compétitive des services grâce à des appels à la concurrence pour l'attribution des contrats entre le secteur public, le secteur privé et le secteur des ONG et les institutions internationales/régionales, afin de garantir le respect rigoureux des directives du FIDA concernant la passation des marchés.

### **C. Groupe cible et participation**

#### **Groupe cible**

10. Le groupe cible se compose de 311 000 ménages, comptant environ 145 000 petits éleveurs d'ovins, 160 000 petits éleveurs de bovins, 1 000 éleveurs de buffles et 5 000 collecteurs et transformateurs de lait. Les femmes rurales sont ciblées à l'intérieur de chacun des groupes.

#### **Méthode de ciblage**

11. La stratégie de ciblage du projet sera conforme à la Politique du FIDA en matière de ciblage afin de garantir que les membres du groupe cible bénéficient en priorité de toutes les activités. Le ciblage, qui sera effectué à deux niveaux (village et ménage), sera participatif et permettra de déterminer les zones les plus pauvres comptant la proportion la plus élevée de pauvres productifs vivant dans des villages défavorisés.

#### **Participation**

12. Grâce au Projet de développement intégré de l'élevage, les populations pauvres seront en mesure d'unir leurs efforts pour déterminer leurs besoins, tout en intégrant les organisations existantes et en en créant de nouvelles dans le cadre du projet. Celui-ci aidera le groupe cible à former des associations à assise communautaire, telles que des groupements paysans pour la commercialisation, des associations d'éleveurs, des comités d'aménagement des parcours, des comités villageois de *sandug* (microfinancement), des groupes de collecte de lait, etc. Ces associations joueront un rôle déterminant dans l'exécution des activités du projet en prenant en charge: i) l'identification des besoins de développement du village et l'établissement des priorités; ii) l'analyse des liens avec le marché et des filières d'approvisionnement; iii) la prestation de services d'assistance technique; iv) l'investissement collectif ou individuel dans les micro- et petites entreprises; v) la diffusion de l'information commerciale; et vi) l'achat collectif des intrants.

## D. Objectifs de développement

### Objectifs clés

13. L'objectif général du projet est d'accroître de manière durable les revenus des ruraux pauvres (nomades, petits éleveurs, petits agriculteurs, femmes rurales et jeunes sans emploi), dont les moyens d'existence dépendent des activités d'élevage dans les zones à faible potentiel. Pour cela, des interventions ciblées seront mises en œuvre pour: i) soutenir les services de production animale; ii) améliorer la productivité des parcours et augmenter les ressources fourragères; iii) encourager la création de petites entreprises dans le secteur des filières de l'élevage, en se concentrant plus particulièrement sur les activités de transformation et la commercialisation; et iv) promouvoir le microfinancement en fonction de la demande pour les activités rémunératrices.

### Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

14. Sur le plan institutionnel, les interventions au titre du projet consisteront à: i) renforcer les capacités des services d'appui locaux du Ministère de l'agriculture et de la réforme agraire dans les domaines de la production animale, de la santé animale et des médicaments vétérinaires, de la vulgarisation et de la promotion des femmes rurales; et ii) consolider les capacités techniques et de gestion des organisations à assise communautaire, telles que les associations d'éleveurs et les institutions villageoises de microfinancement.

### Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

15. Les objectifs du projet sont dans le droit fil du premier objectif stratégique (gestion durable des ressources en terres et en eau) du programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats, notamment en ce qui concerne la mise en valeur des parcours en fonction des besoins des utilisateurs dans la *badia* et l'intégration de l'élevage dans les systèmes d'agriculture pluviale des zones à faible potentiel. Le projet est également en adéquation avec le deuxième objectif stratégique (services financiers ruraux viables et micro- et petites entreprises rurales utiles aux pauvres), puisqu'il vise à fournir des services financiers ruraux viables aux ménages ruraux défavorisés, à apporter un soutien aux microentreprises rurales et à renforcer les liens commerciaux dans la filière afin de promouvoir la sécurité alimentaire, la création d'emplois et l'autonomisation des communautés locales.

## E. Harmonisation et alignement

### Alignement sur les priorités nationales

16. Le projet est aligné sur les stratégies de réduction de la pauvreté et de développement agricole du gouvernement et sur ses orientations. Les objectifs prioritaires du plan du gouvernement Vision 2025 portent sur l'amélioration des services sociaux et l'ouverture de possibilités économiques dans les régions les plus pauvres afin de renforcer la sécurité alimentaire et de créer des emplois. La stratégie de développement agricole prévoit d'augmenter l'efficacité de l'agriculture, en particulier du secteur de l'élevage, en améliorant la productivité par unité animale, en renforçant les capacités des pauvres, notamment des femmes, en établissant une gouvernance participative et en apportant un appui aux organisations locales pour leur permettre de gérer directement les ressources et de consolider leur emprise sur le marché.

### Harmonisation avec les partenaires du développement

17. Outre le cofinancement du projet par l'Agence française de développement (AFD), dont le montant s'élève à 27 millions d'USD, le projet favorisera les échanges fructueux avec d'autres activités appuyées par des bailleurs de fonds. Il bénéficiera tout particulièrement des activités de renforcement des institutions prévues par la Coopération italienne en vue de promouvoir la microfinance.

## F. Composantes et catégories de dépenses

### Principales composantes

18. Le projet comprend quatre composantes: i) développement de l'élevage; ii) mise en valeur des parcours et augmentation des ressources fourragères; iii) création de micro- et petites entreprises dans la filière de l'élevage et microfinance rurale; et iv) coordination et gestion du projet.

### Catégories de dépenses

19. Il y a 10 catégories de dépenses: i) travaux de génie civil (4,8% des coûts de base); ii) matériel (10,7%); iii) véhicules (5,1%); iv) études et assistance technique (3,7%); v) formation (9,6%); vi) capitaux d'amorçage pour les *sandug* (7,2%); vii) financements pour les micro- et petites entreprises (6,9%); viii) intrants agricoles pour la mise en valeur des parcours (28,8%); ix) salaires supplémentaires, primes et incitations financières (16,5%); et x) fonctionnement et entretien (6,7%).

## G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

### Principaux partenaires d'exécution

20. Les principaux partenaires seront le Ministère de l'agriculture et de la réforme agraire, le Ministère de l'administration locale, les banques participantes, les comités de gestion des *sandug*, les comités d'aménagement des parcours et les prestataires de service.

### Responsabilités en matière d'exécution

21. Le Ministère de l'agriculture et de la réforme agraire sera responsable de la coordination globale du projet et de l'exécution des activités du projet ayant trait à la production animale, à la sélection animale, à la prestation des services vétérinaires et à la vulgarisation agricole. Le Ministère de l'administration locale sera chargé de la gestion et du contrôle de la qualité de la viande rouge dans les abattoirs. Les banques participantes gèreront le financement des micro- et petites entreprises accordé par l'AFD; les comités de gestion des *sandug* et les comités d'aménagement des parcours seront responsables du microfinancement et des parcours, respectivement. Des prestataires de services seront recrutés pour assurer le renforcement des capacités et la formation.

### Rôle de l'assistance technique

22. Des fonds seront alloués pour s'assurer les services de consultants locaux et internationaux, pour développer les capacités et dispenser une formation sur les techniques de pointe liées aux divers aspects des filières de l'élevage, ainsi que pour renforcer les capacités en microfinance.

### Situation des principaux accords d'exécution

23. Outre l'accord de financement usuel entre le FIDA et le gouvernement, des protocoles d'accord, acceptables pour le FIDA, seront conclus entre la direction nationale des projets et tous les partenaires d'exécution au cours de la première année d'exécution du projet.

### Principaux partenaires financiers et montants engagés

24. Le coût total du projet est de 73,13 millions d'USD sur huit ans. Les sources de financement sont: le prêt du FIDA (37,5%), le don du FIDA (0,8%), l'AFD (36,9%), le gouvernement (22,4%) et les bénéficiaires (2,4%).

## H. Avantages et justification économique et financière

### Principales catégories d'avantages découlant du projet

25. S'agissant des gains de productivité dans les systèmes d'élevage de petits ruminants et de bovins, l'efficacité découlera principalement de la disponibilité accrue d'aliments du bétail et de la réduction de leur coût, de l'amélioration de la nutrition et de la santé des animaux, de l'introduction de races supérieures et hautement performantes et de la bonne gestion des troupeaux. S'agissant des contributions à la



création de valeur ajoutée tout au long de la filière de la production laitière, l'efficacité découlera en premier lieu de l'amélioration des pratiques de production du lait, de collecte et de fixation de son prix en fonction de sa qualité, ainsi que des normes d'hygiène et d'assainissement, et en second lieu, d'un respect plus strict des règles et des normes de qualité appliquées à la transformation du lait en produits laitiers propres à la consommation et de l'application ultérieure de pratiques commerciales équitables. Les groupes cibles tireraient profit du microfinancement et des crédits alloués aux micro- et petites entreprises qui favoriseront les activités génératrices de revenus.

#### **Viabilité économique et financière**

26. Le taux interne de rentabilité économique global des investissements du projet sur 20 ans devrait être de l'ordre de 18%. Dans l'ensemble, l'analyse de sensibilité montre que le projet est assez solide et qu'il restera économiquement viable dans la plupart des situations défavorables prévisibles. Si les coûts augmentaient de 20% et les profits diminuaient de 20%, le taux interne de rentabilité économique serait encore de 16,3%.

### **I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement**

#### **Modalités de gestion des savoirs**

27. Chaque année, les membres de l'équipe de gestion de programme de pays organiseront des ateliers sur la mise en œuvre du portefeuille d'activités, afin de permettre au personnel des projets en cours et à d'autres partenaires d'exécution en République arabe syrienne de communiquer et d'échanger les enseignements tirés de leurs opérations respectives. Par ailleurs, le projet aura largement recours à la phase II du Réseau d'accès aux connaissances dans les zones rurales inter-connectées (KariaNet) mis au point par le Centre de recherches pour le développement international et le FIDA, pour mettre à profit les enseignements tirés de l'expérience acquise dans le cadre des projets du FIDA dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord, et les partager avec le personnel du Fonds et ses partenaires. Le projet établira également des liens avec les activités en cours financées par des dons du FIDA au Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA) et au Centre international d'agriculture biosaline (ICBA) pour des travaux de recherche appliquée utiles au Projet de développement intégré de l'élevage. Il établira en outre des liens avec les activités financées par le don du FIDA au Programme de renforcement des capacités de gestion orientée sur les résultats et l'impact, à des fins de soutien continu en matière de suivi et d'évaluation.

#### **Innovations en matière de développement**

28. Les aspects novateurs du projet les plus importants dans le contexte des opérations du FIDA en République arabe syrienne sont l'établissement d'un système d'enregistrement des animaux laitiers et de contrôle de leur rendement; l'introduction d'un système de fixation des prix du lait fondé sur la qualité; et la reconnaissance de l'importance du rôle du réseau national des collecteurs et des transformateurs de lait privés ambulants (*jabbans*), plutôt que sa suppression.

#### **Approche d'élargissement**

29. Deux des composantes du projet – le microfinancement et la mise en valeur des parcours – sont une transposition directe de méthodes qui ont été adoptées et testées dans le cadre de projets, en cours ou achevés, menés avec l'appui du FIDA en République arabe syrienne.

### **J. Principaux risques**

#### **Principaux risques et mesures d'atténuation**

30. Le projet est confronté à un risque majeur: la fréquence élevée et la forte intensité des sécheresses qui sont à prévoir pourraient compromettre la pérennité des parcours. La mise en valeur participative des parcours rétablira et préservera leur

capacité d'adaptation au changement climatique. Cette résilience sera renforcée par l'introduction d'espèces fourragères tolérantes au sel et à la sécheresse mises au point par le Centre international d'agriculture biosaline grâce à un don du FIDA.

#### **Classification environnementale**

31. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet est classé en catégorie B car il ne devrait pas avoir d'impact préjudiciable notable sur l'environnement.

#### **K. Durabilité**

32. L'application des meilleures pratiques en matière de microfinance recommandée dans le cadre du projet garantira la viabilité et la pérennité des opérations de finance rurale. En ce qui concerne la gestion des ressources naturelles, le projet donnera la possibilité aux organisations à assise communautaire, telles que les associations d'éleveurs, de contribuer à l'aménagement, l'exploitation et l'entretien des ressources en pâturages.

### **II. Instruments juridiques et autorité**

33. Un accord de financement entre la République arabe syrienne et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
34. La République arabe syrienne est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
35. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

### **III. Recommandation**

36. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République arabe syrienne un prêt à des conditions intermédiaires d'un montant équivalant à dix-sept millions quatre cent mille droits de tirage spéciaux (17 400 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République arabe syrienne un don d'un montant équivalant à quatre cent vingt-cinq mille droits de tirage spéciaux (425 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## Negotiated financing agreement: "Integrated Livestock Development Project"

(Negotiations concluded on 10 November 2010)

Loan Number: \_\_\_\_\_

Grant Number: \_\_\_\_\_

Project Title: Integrated Livestock Development Project (the "Project")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

the Syrian Arab Republic (the "Borrower/Recipient")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

### Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower/Recipient (the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

### Section B

1.
  - A. The amount of the Loan is SDR 17 400 000
  - B. The amount of the Grant is SDR 425 000
2. The Loan is granted on intermediate terms.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the Euro currency of the European Monetary Union.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be the 1<sup>st</sup> of January.
5. Payments of principal and interest shall be payable on each 1 June and 1 December.

6. The Borrower/Recipient shall open, in a bank acceptable to the Fund, an account designated to receive funds of the Loan in advance in Euro and an account designated to receive funds of the Grant in advance in Euro ("Designated Accounts"). Loan and Grant funds shall be transferred from the Designated Accounts to respective Project accounts (one for the Loan and one for the Grant) where they will be held in local currency.

7. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the Project in the amount of USD 16 320 000, of which USD 1 560 000 shall be used to cover taxes.

### **Section C**

1. The Lead Project Agency shall be The Ministry of Agriculture and Agrarian Reform (MAAR) of the Borrower/Recipient.

2. The following are designated as additional Project Parties:

- (a) Provincial directorates of agriculture and agrarian reform (DAAR);
- (b) National Project Directorate (NDP);
- (c) Provincial Project Directorates (PPDs); and
- (d) other Principal Implementation Partners (PIPs)

3. The Project Completion Date shall be the eighth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

### **Section D**

The Loan will be administered and the Project supervised by the Fund.

### **Section E**

1. (a) The following is designated as an additional ground for suspension of this Agreement: the Project Implementation Manual, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

(b) The following is designated as an additional ground for suspension of the component "Small Business and Micro-enterprise (SBM) development in the livestock value chain and rural microfinance" of this Agreement: the Microfinance Sanduqs described in Schedule 1 have not obtained legal operating status as described in paragraph 4.3 (ii) of Schedule 1 within the first two years from entry into force of this Agreement.

2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) the National Project Directorate (NPD) shall have been duly established in accordance with Schedule 1; and
- (b) the Provincial Project Directorates (PPD) shall have been duly established in accordance with Schedule 1.

3. This Agreement is subject to ratification by the Borrower/Recipient.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

President  
International Fund for  
Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

For the Borrower/Recipient:

\_\_\_\_\_  
State Planning Commission  
Damascus  
Syria

This agreement, dated \_\_\_\_\_, has been prepared in the (English) language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower/Recipient.

\_\_\_\_\_  
For the Fund

\_\_\_\_\_  
For the Borrower/Recipient

## Schedule 1

### *Project Description and Implementation Arrangements*

#### I. Project Description

1. *Target Population.* The cumulative eligible target population is estimated at 311 000 households, roughly distributed as follows: 145 000 small sheep holders, 160 000 small cattle holders, 1 000 buffalo herders and 5 000 milk collectors and processors.

The Project shall be national in scope and shall cover all provinces in Syria: Deir Ezzor, Hassakeh, Raqqa, Aleppo, Idleb, Homs, Hama, Tartous, Lattakia, Dara'a, Sweida, Quneitra, Rif Damascus as well as the region of El Ghab (the "Project Area"). Within provinces, Project activities shall be targeted to priority areas where the overall rural poverty rate is high and livestock is a major source of livelihood, with focus on about 1,260 villages.

2. *Goal.* The goal of the Project is to increase the incomes of poor rural people whose livelihoods are dependent on livestock activities in low-potential areas, in a sustainable manner.

3. *Components.* The Project shall consist of the following Components: (a) Livestock development; (b) Rangeland improvement and development of feed resources; (c) Small Business and Micro-enterprise (SBM) development in the livestock value chain and rural microfinance; and (d) Project coordination and management.

##### 3.1 Component 1: Livestock development

The objective of this component shall be to increase the incomes of small livestock holders by improving their productivity per animal unit.

##### 3.2 Component 2: Rangeland improvement and development of feed resources

The objective of this component shall be to restore the productivity of additional *Badea* rangelands through resting, reseeding and shrub planting and increase feed resource availability outside the *Badea*.

##### 3.3. Component 3: SBMs development in the livestock value chain and rural Microfinance

###### (i) Support to SBMs for dairy marketing and processing

The Project shall select simultaneous entry points along the dairy value chains in such a way as to upgrade the business of small actors, allow fair commercial practices on the local market and provide safe finished products to the consumer

###### (ii) Support to rural microfinance.

The Project shall build, consolidate and expand the financial basis of the *sanduq* mechanism, with the objective of its evolvement into a viable Micro Finance Institution with legal operating status, governed by prudential regulatory rules and capable of accessing the services of the formal banking system. Microfinance Sanduqs shall be audited by independent auditors yearly.

##### 3.4 Component 4: Project coordination and management

A National Project Steering Committee (PSC) shall be responsible for policy decisions at the national level. It shall include representatives of the concerned central MAAR directorates, of Ministry of Economy and Trade, Ministry of Industry, Ministry of Local

Administration and State Planning Commission, and other parties as and when required and be chaired by the Minister for MAAR or his representative. Specifically PSC shall be responsible for (i) defining the general policy framework of Project implementation and providing conceptual, strategic and policy guidance for the design and implementation of the Project activities, as well as conformity with overall development strategies to ensure that Project activities are in compliance with government policies; (ii) approval of AWPBs in the light of the established policy framework, in accordance with MAAR planning and budgeting procedures and subsequently supervising the allocation of the corresponding annual budgets and ensure compliance with government requirements for the processing of Project financing and submission of withdrawal applications; (iii) monitoring Project progress principally through the analysis of yearly activity reports and papers drafted at the end of each review or programming workshop; (iv) ensuring effective cooperation between the Project implementing partners; (v) coordinating Project interventions with other projects and programs where appropriate; and (vi) solving problems and potential conflicts of interest between participating departments. PSC shall meet at least twice yearly and on an ad hoc basis as and when deemed necessary. The Project Director (PD) shall serve as PSC secretary.

## II. Implementation Arrangements

4. *National Project Directorate (NDP)*. MAAR shall create a new directorate within its structure to be called the National Project Directorate (NDP) to oversee Project implementation. NDP shall be headed by the national Project Director (PD) appointed by the MAAR and acceptable to IFAD. PD shall be responsible to the Minister of MAAR to whom he/she shall report through the PSC. NDP shall implement some Project activities using its own staff and capabilities but shall outsource the implementation of other Project activities to principal implementing partners (PIPs) who may be a government or a non government agency or a service provider on the basis of their comparative advantages and complementarities.

5. *Provincial Project Directorates (PPDs)*. The Project shall be national in scope, with field activities covering all provinces. 14 PPDs shall be established, one in each of the 13 Syrian provinces other than Damascus, and 1 in Al Ghab special region to oversee Project implementation in the province. The PPD shall be headed by a provincial Project manager (PPM) appointed by the MAAR. PPM shall be responsible to the PD for all Project affairs in the province and reports to the PD.

6. *Principal Implementing Partners (PIPs)*. The NDP shall outsource the implementation of some Project activities to PIPs. Outsourcing shall be through signed Memoranda of Understanding (MOUs) or contracts/agreements between the NDP and the concerned PIPs. Activities outsourced to PIPs shall also appear in the Project's AWPBs. PIPs may obtain support from other collaborating partners in implementing Project activities. PIPs shall include:

- (a) MAAR departments at the central level and their provincial representation within the provincial directorates of agriculture and agrarian reform (PDA), especially Department of Animal Production (DAP), Department of Animal Health (DAH), Department of Veterinary drugs (DVD), Department of Agricultural Extension (DAE), Department of Rural Women Development (DRWD), General Commission for scientific agricultural research (GCSAR) and the PIU of the Badia Rural Development Project (BRDP-PIU);
- (b) Other Government entities in particular Ministry of Industry (MI), Ministry of Local Administration (MLA) and Ministry of Economy and Trade (MET) in accordance with their mandates, responsibilities and capabilities; and

- (c) Farmer organisations (Chambers of Agriculture, Awassi sheep Network), NGOs, and private sector service providers, and other relevant institutions in accordance with their capabilities.



## Schedule 2

1. *Allocation of Loan and Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and by the Grant, the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated in SDR	Grant Amount Allocated in SDR	Percentage of financing under the Loan and the Grant
I. Civil Works	272 000		13% of total expenditures
II. Equipment and Vehicles	5 400 000	256 500	100% net of taxes and other contributors
III. Technical Assistance and Studies	1 500 000	29 000	100% of total expenditures
IV. Training	3 930 000	102 000	100% of total expenditures
V. Seed money for Sanduqs	2 600 000		87% net of beneficiaries' contribution
VI. Incentives	2 000 000		100% of total expenditures
VII. Unallocated	1 698 000	37 500	
<b>TOTAL</b>	17 400 000	425 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) Seed Money for Sanduqs: means expenditures related to funds made available for activities related to micro finance; and
- (ii) Incentives: means eligible expenditures in respect of payments to Project personnel employed by the Borrower/Recipient in addition to their remuneration.

## Key reference documents

### Country reference documents

1. MAAR/NAPC - Women's Role in Agriculture and Gender-Related Issues in Syria, Working Paper No. 18, April 2006
2. MAAR/NAPC - Supply Chain Coordination and Policy Implications - The Case of Dairy and Red Meat Products in Syria, Working Paper No. 7
3. MAAR/NAPC - Guide to Commodity Chain Analysis Applied To Syrian Sheep Meat, Working Paper No. 22; June 2006
4. MAAR/NAPC - Comparative Advantage of Cow Milk in Syria, Working Paper No. 25, August 2006
5. MAAR/NAPC - Comparative Advantages of Syrian Barley, Working Paper No. 39, April 2008
6. IBRD - Syrian Arab Republic at Glance
7. Poverty reduction strategy paper

### IFAD reference documents

8. Project design document (PDD) and key files
9. COSOP for Syria, IFAD 2009
10. IFAD - *Badia* Rangelands Development Project (*Badia*) – Progress Report, 2009
11. IFAD - Syrian Arab Republic: Northern Eastern Regional Rural Development Project (NERRD) – Appraisal Report; 2007
12. ILDP Concept Note, 2009
13. Detailed rural poverty profile of the target group in proposed project area
14. Aide-mémoire prepared by the formulation mission, February 2010
15. Administrative Procedures on Environmental Assessment

### Other miscellaneous reference documents

16. FAO - The Livestock Sector and Policies in Syria - *Summarized by J. Vercueil from a study by G. Cummins*
17. FAO - Marketing, Processing, and the Special Cases of Dairy Products and Horticulture - *by Daniele Rama*
18. ILRI/ICARDA - Enhancing Livelihoods of Poor Livestock Keepers through Increased Use of Fodder - IFAD/TAG 853, December 2008

## Logical framework

Objective Hierarchy	Key Performance Indicators	Monitoring Mechanisms and Information Sources	Assumptions
<p><b>Goal</b></p> <p>Poverty reduction and improved incomes and livelihoods of small livestock producers, rural women and unemployed youth.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Households with improvement in asset ownership index.</li> <li>Reduction in the prevalence of malnutrition for children under five.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>National Household Living Standard Surveys;</li> <li>Project monitoring and RIMS reports and PCR.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Continued Government commitment to pro-poor macroeconomic policies.</li> </ul>
<p><b>Purpose</b></p> <p>Sustainably improve the production and productivity of farmers/herders livestock and related SBMs in the milk and meat value chains.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Number (and %) of livestock producers reporting production/yield increase;</li> <li>Number of jobs generated by project supported small &amp; medium enterprises;</li> <li>Increase in marketed livestock products by target groups.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Project monitoring and RIMS reports; and</li> <li>Participatory monitoring by beneficiaries.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Continued government commitment to livestock development; and</li> <li>Effective cooperation between MAAR, MLA, and Participating Banks.</li> </ul>
<p><b>Outputs</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Increased quality production;</li> <li>livestock producers in Badea and in semi intensive systems sustainably accessing feed and forage resources;</li> <li>Financially viable SBM in various livestock value chains serving small producers accessing effective financial and non-financial support;</li> <li>Increased access to sustainable microfinance through member owned and managed <i>Sanduqs</i>; and</li> <li>Legal Framework for microfinance in place.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Change in productivity per animal for sheep; cattle &amp; goats by type of production system;</li> <li>% changes in range productivity;</li> <li>% Change of forages/area in semi intensive production zones;</li> <li>Enterprises accessing facilitated non-financial services;</li> <li>Enterprises accessing facilitated financial services;</li> <li>Voluntary savers;</li> <li>Active borrowers;</li> <li>Value of gross loan portfolio (US\$);</li> <li>Microfinance law adopted BY Mid-Term;</li> <li><i>Sanduqs</i> PAR less than 5%.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>As above, plus:</li> <li>Business records of SBMs in milk collection and processing; and</li> <li><i>Sanduqs</i> reports.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>As above, plus</li> <li>Limited climate change impact.</li> </ul> <p>As above, plus</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Availability and competence of cooperating SBMs;</li> <li>Government support to microfinance continues; and</li> <li>Willingness of banks to wholesale credit to <i>Sanduqs</i>.</li> </ul>